











L'UTILISATION DES NTIC POUR PREVENIR LA CORRUPTION : L'EXPERIENCE MALGACHE




**Laza Eric ANDRIANIRINA
Directeur Général
Bureau Indépendant Anti-Corruption
Vienne, 15 juin 2022**



REFERENCE DANS LA CNUCC	INITIATIVES DIGITALES	ENJEUX & OBJECTIFS	CONSISTANCE & ASPECTS TRAITES	RESULTATS ATTENDUS & PERSPECTIVES
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 9) SECTEUR PRIVÉ (ARTICLE 12)	E-HETRA (plateforme de déclaration et de paiement fiscaux en ligne), IMPÔTS, 2019 	<ul style="list-style-type: none"> - Dématérialiser les prestations de service en matière fiscale pour améliorer les recettes fiscales, rendre plus transparentes les procédures, réduire la corruption en limitant les contacts humains directs entre fisc et contribuable, fiscales et limiter les fraudes et évasions fiscales 	Télé-déclaration et paiement électronique des impôts par les contribuables	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations suspectes (activités informelles) et manœuvres frauduleuses (fraudes et évasions fiscales) limitées, opportunités de corruption lors de la perception des recettes fiscales réduites - Transparence, traçabilité et redevabilité du service fiscal incitant au civisme fiscal et améliorant les recettes
	TRADENET (guichet unique électronique), DOUANE GASYNET, 2007  SYDONIA WORLD (Système Douanier Automatisé), DOUANES, 2018 	<ul style="list-style-type: none"> - Automatiser les opérations douanières afin d'optimiser la collecte des recettes avec transparence et célérité et dans le but de simplifier les formalités de dédouanement 	<ul style="list-style-type: none"> - Procédures de dédouanement interconnecté (associant tous les intervenants : déclarants, consignataires, Douanes, Banque) - Délai de dédouanement - Gestion des risques de fraude et de corruption 	Système de guichet unique offrant des prestations de service équitable, traçable, transparente et moderne, réduisant substantiellement les opportunités de corruption les fraudes douanières, raccourcissant les délais de traitement et améliorant nettement les recettes douanières

REFERENCE DANS LA CNUCC	INITIATIVES DIGITALES	ENJEUX & OBJECTIFS	CONSISTANCE & ASPECTS TRAITES	RESULTATS ATTENDUS & PERSPECTIVES
PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS (ARTICLE 9)	<p align="center">E-GP (GOVERNMENT PROCUREMENT) AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS, 2020</p>  <p align="center">AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Automatiser le mécanisme d'accès aux marchés publics afin d'optimiser l'usage des deniers, dans le but d'assurer l'égalité de chance des candidats face à la concurrence et pour garantir la traçabilité des responsabilités et la transparence des procédures - 	<ul style="list-style-type: none"> - Dématérialisation des tâches critiques liées à la passation des marchés - Numérisation des échanges de données entre les agences impliquées dans le processus (Commission Nationale des Marchés, Banque Centrale de Madagascar, Impôts, Trésor, Banques primaires) 	<ul style="list-style-type: none"> - Gain de temps dans le déroulement de la procédure devenue de plus en plus traçable et transparente - Diminution des risques d'erreurs et d'appréciation humaine et donc réduction des opportunités de corruption grâce au traitement informatisé des données <p>NB : Phase de finalisation et imminence du lancement (formation et appropriation les responsables de la passation des marchés)</p>
GESTION DES FINANCES PUBLICS (ARTICLE 9)	<p>E-POKETRA (système digital de paiement des bourses d'étudiants, soldes des fonctionnaires et pensions des retraités), TRÉSOR</p>  <p align="center">TRÉSOR PUBLIC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Automatiser le mode de gestion des fonds consentis aux étudiants, fonctionnaires et retraités 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une base de données fiables afin de pouvoir suivre les parcours des bénéficiaires et pour pouvoir payer les bourses, salaires et pensions 	<ul style="list-style-type: none"> - Transparence et équité des procédures de sélection des bénéficiaires de bourses - Traçabilité, transparence et équité dans le traitement des procédures de paiement des bourses d'étude - Absence du retard dans le paiement des bourses, salaires, des pensions - Diminution des risques de corruption - Récupération des manques à gagner

REFERENCE DANS LA CNUCC	INITIATIVES DIGITALES	ENJEUX & OBJECTIFS	CONSISTANCE & ASPECTS TRAITES	RESULTATS ATTENDUS & PERSPECTIVES
SECTEUR PUBLIC (ARTICLE 7)	AUGURE (Application Unique pour la Gestion Uniforme des Ressources humaines de l'Etat), FONCTION PUBLIQUE & FINANCES, 2017 	<ul style="list-style-type: none"> - Automatiser le mode de gestion des ressources humaines de l'Etat pour asseoir une traçabilité des actes administratifs relatifs aux agents de l'Etat et afin d'optimiser leurs délais de traitement 	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement de l'effectif budgétaire - Informatisation du mécanisme de gestion des carrières et des compétences du personnel de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité d'une base de données unique et fiable sur l'effectif budgétaire après recensement exhaustif - Dématérialisation progressive de la gestion administrative du personnel entre d'un côté les Ministères des Finances et de la Fonction Publique et de l'autre les Ministères et institutions employeurs
CODES DE CONDUITE DES AGENTS PUBLICS (ARTICLE)	I-TOROKA, BIANCO, 2019 	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux donneurs d'alerte de rester anonymes et sécuriser les informations sensibles fournies 	Dénonciation et signalement en ligne des actes de corruption préservant l'anonymat des sources de renseignement et garantissant la confidentialité des investigations	<ul style="list-style-type: none"> - Hausse de la quantité et de la qualité des doléances reçues pour permettre l'effectivité et l'efficacité de la répression - Protection des donneurs d'alerte et des dénonciateurs
INFORMATION DU PUBLIC (ARTICLE 10)	E-JUSTICE, JUSTICE, 2022 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire le taux de corruption en milieu judiciaire, notamment dans le cadre du traitement des affaires relevant des grandes villes 	<ul style="list-style-type: none"> - Informatisation des mécanismes critiques de la justice pénale, administrative, financière, civile et commerciale dans les six chefs-lieux de province de Madagascar, ainsi qu'au Pôle Anti-Corruption (PAC) d'Antananarivo 	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de la dématérialisation par le déploiement des logiciels INFO TPI, RCS (Registre du Commerce et des Sociétés) - Justice plus efficace, transparente et redevable

REFERENCE DANS LA CNUCC	INITIATIVES DIGITALES	ENJEUX & OBJECTIFS	CONSISTANCE & ASPECTS TRAITES	RESULTATS ATTENDUS & PERSPECTIVES
INFORMATION DU PUBLIC (ARTICLE 10)	SITES WEB MINISTÈRES ET INSTITUTIONS 	<p>Accroître la transparence de l'administration Faciliter l'accès des usagers aux renseignements officiels</p>	<p>Publication des informations utiles sur les procédures de traitement et les circuits administratifs à suivre dans le cadre de leurs standards de service.</p>	<p>Mettre à la disposition du public des informations complètes, fiables et utiles dans leur vie quotidienne</p>
	SITE WEB BIANCO, 2004 	<p>Informers, sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics sur les risques et opportunités de corruption dans les systèmes de fonctionnement et dans les procédures de travail pour avoir un système de gouvernance probe</p>	<p>Publication officielle des rapports d'activités et des études d'analyse des risques sectoriels corruption dans tous les secteurs d'activités professionnelles</p>	<p>Intensifier et élargir le processus d'analyse des risques de corruption pour une meilleure prise en charge de la généralisation des pratiques corruptives</p>
	IVOTORO COMMUNICATION, 2021 	<p>Informers, orienter et conseiller les usagers sur les formalités et procédures administratives</p>	<p>Fourniture aux usagers des informations nécessaires concernant leurs demandes afférentes aux procédures administratives.</p>	<p>Associer tous les organismes publics à cette plateforme</p>



**NTIC :
INFORMATISATION, NUMÉRISATION,
DÉMATÉRIALISATION, AUTOMATISATION,
DIGITALISATION**

Art. 6 – De la prévention de la corruption (Loi n° 2016-020 sur la LCC)

Dans le but d'améliorer l'intégrité, la probité, la transparence, l'efficacité et l'efficacité de l'administration publique, toutes les autorités publiques et les responsables étatiques ont le devoir de renforcer, de continuer et d'élargir le processus de l'informatisation et de la dématérialisation de l'Administration publique.

Le Bianco a pour obligation d'appuyer et d'accompagner la mise en œuvre de la présente disposition.

- ✓ Promotion des initiatives digitales et incitation à la dématérialisation et à l'automatisation des procédures pour plus de transparence, d'intégrité, de traçabilité et d'efficacité

